



Communiqué régional Nord-Pas de Calais Jeudi 11 mai 2006

Une délégation de praticiens hospitaliers a été reçue à 14h à l'Agence régionale de l'hospitalisation par le directeur M. Deroubaix, nouvellement arrivé sur la région. Dès 13h30, de toute la région, un nombre important de praticiens hospitaliers était sur place, au regard de la démographie médicale et du nombre de réquisitions liées à la grève. C'est en effet selon une première estimation entre 55 et 70 % des praticiens qui étaient comptabilisés comme grévistes. Il s'agit là d'une double première, en mobilisation et en action. Les médias régionaux étaient largement représentés avec FR3, M6, Nord éclair, La voix du Nord etc..

A 14h le rassemblement s'est transformé en une manifestation jusque la préfecture alors qu'au même moment se déroulait la réunion avec le DARH.

La délégation était composée :

- pour la confédération des praticiens des hôpitaux des docteurs
 - Douchain François (SPHP, syndicat des praticiens des hôpitaux publics) du CH d'Arras
 - Legrand Franck (AMUHF, association des médecins urgentistes hospitaliers de France) du CH d'Armentières
 - Paresys Pierre (USP, union syndicale de la psychiatrie) de l'Epsm des Flandres à Bailleul
 - Bétremaux Marc (SPH, syndicat des psychiatres des hôpitaux) du CH d'Hénin-Beaumont
 - Tournoys Marie-Hélène (SNBH, syndicat national des biologistes des hôpitaux) CH de Béthune
- pour l'INPH : du docteur Erb Christian du CHRU de Lille.

L'entretien s'est déroulé de façon très courtoise, il a été l'occasion pour nous de formuler l'ensemble de nos revendications et d'exprimer notre inquiétude quant à l'évolution prévisible de l'hôpital public et du système de soins dans son ensemble.

Nous avons pu rappeler que nous souhaitons en temps que médecins pouvoir soigner tout le monde quelque soit l'âge, la condition sociale ou le lieu de résidence dans la région. En dehors même des difficultés liées à la démographie médicale et des budgets hospitaliers, cette possibilité est de plus en plus souvent compromise et cela s'est particulièrement aggravé depuis la réforme de l'assurance maladie. De nombreux patients "choisissent" de renoncer aux soins pour des raisons financières particulièrement en hospitalisation mais le plus souvent en amont en raison de l'humiliation que représente la démarche sociale d'aide.

C'est ce défaut de soins qui coûte cher et coûtera très cher à moyen terme financièrement mais surtout en niveau de souffrance de la population.

Il nous a donc fallu dénoncer la violence mais aussi les mensonges de nos dirigeants qui en diminuant le niveau de solidarité provoquent non pas une réduction mais une augmentation du coût global de la santé, comme aux USA qui dépensent 15% de leur PIB pour la santé (moins de 10% en France) pour un système qui exclut 42 millions de personnes... C'est en effet cette direction que prend le gouvernement et la réforme hôpital 2007 vient aggraver cette situation et accentuera les inégalités, en impliquant une sélection des activités rentables pour une population rentable afin d'équilibrer le budget. C'est pour toutes ces raisons que le ministère s'attaque au statut et à l'indépendance de l'exercice professionnel et c'est pour les mêmes raisons que la mobilisation est aussi forte et qu'elle ne faiblira pas.

Cette réunion a aussi été l'occasion d'évoquer les disparités régionales des équipes avec une démographie médicale beaucoup trop faible, mais aussi au niveau des équipements, ce qui rend la demande d'économie de 20 millions d'Euros inacceptable et un rattrapage indispensable.

La réunion s'est terminée par la promesse d'une transmission dans la journée de l'ensemble de nos revendications.